



Message 2021-DSJ-13

22 mars 2021

du Conseil d'Etat au Grand Conseil accompagnant le projet de loi modifiant la loi sur la justice et le code de procédure et de juridiction administrative

1. Le contexte

Le présent projet de révision fait suite à plusieurs interventions parlementaires.

Le 25 juin 2018, les députées Defferrard et de Weck ont déposé et développé une motion intitulée «*Pour une amélioration de la prévention spéciale envers les mineurs de moins de 15 ans*» (2018-GC-104) pour que la loi sur la justice soit complétée par une disposition permettant aux présidents du Tribunal pénal des mineurs de prononcer des arrêts disciplinaires jusqu'à dix jours au mineur de moins de quinze ans, pénalement condamné, qui fait preuve d'indiscipline grave, se soustrait à l'exécution de la sanction ou de ses conditions, ou persiste à s'y opposer. Sur proposition du Conseil d'Etat, le Grand Conseil a accepté la motion le 24 mai 2019 (BGC 2019, 654).

Par motion, formulée sous une forme rédigée, déposée et développée le 25 juin 2019, intitulée «*Mise en œuvre de la loi sur l'égalité entre femmes et hommes*» (2019-GC-123), les députés Mauron et Kubski ont demandé au Conseil d'Etat d'introduire un nouvel article dans la loi sur la justice (LJ), afin d'assurer une meilleure mise en œuvre de la loi sur l'égalité entre femmes et hommes (LEg) au sein des tribunaux du canton. Sur proposition du Conseil d'Etat, le Grand Conseil a accepté la motion le 20 décembre 2019 (BGC 2019, 3319).

La motion intitulée «*Bilinguisme par devant le Tribunal cantonal et les autres autorités cantonales*» (2019-GC-167) a été déposée et développée le 17 octobre 2019 par les députés Kubski et Mauron. Elle a pour but de permettre aux parties à une procédure judiciaire, se déroulant devant une autorité dont la compétence s'étend à l'ensemble du canton (en particulier le Tribunal cantonal), de déposer leurs écritures dans les deux langues officielles du canton, quelle que soit la langue de la procédure. Le 3 mars 2020, le Conseil d'Etat a proposé au Grand Conseil d'accepter cette motion. Le Grand Conseil a accepté la motion le 14 octobre 2020 (BGC 2020, 3339).

Enfin, le 17 octobre 2019, la Commission de justice du Grand Conseil, ainsi que sept député-e-s ont déposé et développé une motion intitulée «*Modification des articles 7 al. 1 et 37 al. 2 de la loi sur la justice*» (2019-GC-168). Il s'agit, d'une

part, d'introduire dans la loi sur la justice la possibilité de renoncer à l'obligation de domicile pour les juges non professionnels et les assesseurs des autorités judiciaires dont la juridiction s'étend à l'ensemble du canton (art. 7 al. 1 LJ). D'autre part, la motion tend à assouplir les conditions auxquelles les juges cantonaux peuvent exercer leur fonction à temps partiel (art. 37 al. 2 LJ). L'obligation de domicile pour les juges non professionnels et les assesseurs est ancrée à l'article 86 al. 1 de la Constitution cantonale; sa suppression nécessite la modification de la Constitution et ne saurait se faire dans le cadre de la présente révision. C'est en ce sens que, le 31 mars 2020, le Conseil d'Etat a proposé au Grand Conseil de fractionner cette motion, soit de la rejeter sur le point relatif à la modification de l'article 7 LJ et de l'accepter en ce qui concerne la modification de l'article 37 al. 2 LJ. Sur proposition du Conseil d'Etat, le Grand Conseil a accepté partiellement la motion le 14 octobre 2020 (BGC 2020, 3342).

Saisissant cette occasion, le Conseil d'Etat propose encore au Grand Conseil des modifications de la loi sur la justice ainsi que du code de procédure et de juridiction administrative, requises par le Ministère public (art. 67 al. 4 LJ) et par le Conseil de la magistrature (art. 10a al. 2, 73 al. 1 LJ) ou évoquées par certains juges cantonaux (art. 44 al. 2 LJ; art. 14a, 141 al. 1^{bis}, 145b al. 3 et 148 al. 3 CPJA).

L'avant-projet a été mis en consultation du 2 juillet 2020 au 30 septembre 2020. De manière générale, les entités consultées ont favorablement accueilli les modifications envisagées.

Certaines entités consultées ont également proposé d'autres modifications de la loi sur la justice dont une a été prise en considération dans le cadre du présent projet (art. 60 al. 2 LJ) mais les autres écartées pour les raisons exposées ci-dessous:

- > Le Conseil de la magistrature, le Tribunal cantonal ainsi que la Conférence des préfets relèvent qu'une solution devrait être trouvée s'agissant de la problématique des termes utilisés dans la LJ et le CPJA en lien avec la surveillance des autorités judiciaires administratives par le Conseil de la magistrature, non seulement pour l'activité préfectorale relevant de la juridiction administrative, mais aussi pour l'Organe de conciliation et d'arbitrage en matière de conflits collectifs de travail impliquant le personnel de l'Etat (OCA; art. 68a LPers).

Cette question pourra être étudiée dans le cadre des travaux de mise en œuvre consécutifs à l'analyse du pouvoir judiciaire.

- > Le Tribunal cantonal relève l'importance de trouver une solution simple et uniforme aux trois procédures civile, pénale et administrative concernant la fixation des indemnités accordées aux avocats au titre de dépens et d'assistance judiciaire. Bien que pertinentes, ces questions nécessitent une réflexion globale, qui dépasse le cadre de la présente révision, essentiellement consacrée à la mise en œuvre de diverses interventions parlementaires.
- > Le Parti socialiste demande si l'article 10b al. 2 LJ dans sa version actuelle a encore sa raison d'être. En effet, la modification du taux d'activité nécessite actuellement notamment l'accord de l'instance concernée (qui dispose, de facto, d'un droit de veto). Cela pourrait, potentiellement, créer des tensions au sein d'une autorité collégiale, alors que l'autorisation du Conseil de la magistrature devrait suffire pour s'assurer que l'éventuelle modification du taux d'activité n'entrave pas le bon fonctionnement de l'autorité judiciaire concernée.

L'article 10b a été introduit à la LJ en 2018, en exécution d'une motion de la Commission de justice. L'avant-projet introduisant cette disposition ne prévoyait pas l'accord de l'autorité concernée pour la modification du taux d'activité d'un juge. C'est sur la base d'une remarque de l'Association des magistrats de l'ordre judiciaire, reçue dans le cadre de la procédure de consultation, que le projet a introduit l'accord de l'autorité. Selon cette Association, *«l'alinéa 2 devrait préciser que la modification ne peut intervenir que dans une démarche concertée avec l'instance concernée, afin d'éviter que des demandes individuelles spontanées puissent mettre à mal le fonctionnement de l'autorité»*. Cette motivation conserve sa pertinence; l'alinéa 2 de l'article 10b ne doit pas être supprimé.

- > Le Parti socialiste considère qu'il serait opportun de profiter de la présente révision pour modifier l'article 18 al. 3 LJ pour instaurer un tribunal permanent, à l'image du Tribunal neutre dans le canton de Vaud, afin d'éviter le reproche d'un tribunal d'exception prohibé par la CEDH. Cette question pourra être étudiée dans le cadre des travaux de mise en œuvre consécutifs à l'analyse du pouvoir judiciaire.
- > Le syndicat Syna demande que la teneur de l'article 55 al. 2 LJ soit précisée en ce sens que toute personne candidate à devenir assesseur au Tribunal des prud'hommes en qualité de représentante des travailleurs ait été membre du syndicat depuis au moins 24 mois et doit présenter une attestation du syndicat confirmant cet état de fait. Par ailleurs, il demande que les syndicats soient automatiquement informés de la vacance d'un poste d'assesseur-e

représentant des travailleurs, afin qu'ils puissent faire des propositions en conséquence.

A cet égard, l'on précise que le choix de la personne candidate au sein des organisations des travailleurs est une affaire interne de chaque organisation dans laquelle l'Etat n'a pas à intervenir. L'on rappelle également que chaque poste vacant d'assesseur-e est mis au concours, publié tant dans la Feuille officielle que dans les journaux locaux et sur le site Internet du Conseil de la magistrature.

- > Enfin, les syndicats Syna, USF et UNIA souhaitent que l'occasion de cette modification soit saisie pour supprimer les dépens dans le cadre des procédures prudhomales. Par ailleurs, le syndicat SYNA demande, à titre subsidiaire, que si les dépens ne sont pas supprimés pour les avocats, les syndicats puissent en obtenir lorsqu'ils représentent le ou la salarié-e.

Si l'idée des syndicats est de protéger les travailleurs, il ne faut pas oublier que la suppression souhaitée serait à double tranchant: dans l'hypothèse où un ou une salarié-e – assisté-e d'un avocat ou d'une avocate – aurait gain de cause, il ou elle ne pourrait pas bénéficier de l'octroi de dépens. Par ailleurs, l'article 95 al. 3 let. c CPC prévoit, dans les cas où cela se justifie, la possibilité pour le tribunal d'octroyer une indemnité équitable pour les démarches effectuées, lorsqu'une partie n'a pas de représentant professionnel.

2. Commentaire des dispositions

2.1. La loi sur la justice

Art. 10a

Sur proposition du Conseil de la magistrature, le projet supprime le préavis du Tribunal cantonal pour l'affectation du juge itinérant ou de la juge itinérante (art. 10a al. 2 *i.f.*). Cette autorité considère que ce préavis alourdit et ralentit inutilement la procédure. Du reste, la simplification de la procédure de transmission des dossiers, appliquée depuis un an avec l'accord du Tribunal cantonal, a permis une augmentation de l'efficacité du processus de transmission. D'ailleurs, cette conclusion ressort également de l'analyse du Pouvoir judiciaire.

Les entités consultées ont favorablement accueilli cette modification.

Art. 37

Selon l'actuel alinéa 2 de l'article 37 LJ, *«la fonction de juge cantonal-e peut être exercée à mi-temps; le nombre de postes à mi-temps est cependant limité à deux équivalents plein-temps au maximum»*. Conjugué à l'alinéa 1^{er} de cette même

disposition, cela signifie que douze juges cantonaux doivent exercer leur charge à plein temps et quatre à mi-temps, pour un total de quatorze équivalents plein-temps (EPT).

Dans sa formulation actuelle, la loi n'autorise pas l'occupation de deux EPT par trois juges par exemple à 80%, 70% et 50%. Cette restriction est déplorée par le Tribunal cantonal, qui souhaite gagner en flexibilité dans la répartition interne des pourcentages de taux d'activité des juges cantonaux.

Pour répondre à l'évolution de la société et permettre une meilleure conciliation entre activité professionnelle et vie familiale, le présent projet supprime la limite actuelle selon laquelle le nombre de postes à mi-temps ne peut dépasser deux équivalents plein-temps au maximum. Cet assouplissement des conditions auxquelles les juges cantonaux peuvent exercer leur fonction à temps partiel s'inscrit dans une politique du personnel progressiste, durablement favorable à la famille et à l'égalité entre femmes et hommes.

A noter que le présent projet ne modifie pas le nombre total de juges cantonaux (art. 37 al. 1 LJ); cependant, il précise la règle de l'alinéa premier, pour éviter que la rédaction actuelle soit comprise comme limitant le nombre de personnes ayant le titre de juge cantonal-e, et par conséquent le nombre de temps partiels; c'est pourquoi le terme «juges» est remplacé par «postes de juge». Le projet maintient également la règle selon laquelle le taux d'activité des magistrats ne peut pas être inférieur à 50%.

Globalement, les entités consultées ont favorablement accueilli cette modification.

Art. 44

A l'alinéa 2 de cette disposition, le projet remplace les termes «du droit cantonal» par «d'une loi cantonale». En effet, la composition à cinq juges doit se limiter au contrôle des lois cantonales, mais non à celui des règlements ou d'autres actes législatifs de niveau inférieur.

Art. 60

Dans le cadre de la procédure de consultation, l'Ordre des avocats fribourgeois a relevé que dans deux arrêts relativement récents, le Tribunal cantonal avait déclaré l'article 60 al. 2 contraire au droit fédéral, en particulier à l'article 47 CPC (101 2016 196 et 101 2016 187, tous deux du 3 novembre 2016). Selon le Tribunal cantonal, cette disposition «permet à une partie d'obtenir la récusation d'un magistrat au seul motif que ce magistrat a déjà traité l'affaire en procédure de conciliation, sans même alléguer l'existence d'une apparence concrète et objective de partialité. Dans la mesure où l'article 47 al. 2 let. b CPC prévoit que ce seul motif est insuffisant pour constituer une cause de récusation, force est de constater que l'article 60 al. 2 LJ est contraire au droit fédéral». Ce

constat du Tribunal cantonal repose sur les arguments suivants:

«Au plan systématique, l'art. 60 al. 2 LJ n'est certes pas une disposition sur la récusation puisqu'elle se trouve dans le chapitre de la loi sur la justice consacré à l'organisation de la justice civile (titre IV, chapitre 3), et non dans celui sur la récusation (titre II, chapitre 4). Cet argument systématique, s'il est exact, ne saurait cependant convaincre. En effet, même si le législateur fribourgeois a disposé cette règle dans les dispositions sur l'organisation de la justice civile, son contenu matériel revient effectivement à créer une cause de récusation non prévue par le droit fédéral.

S'agissant de l'interprétation historique de la norme, le message accompagnant le projet de loi expose ce qui suit: «*Bien que, selon l'art. 47 al. 2 let. b CPC, la participation du ou de la juge aux procédures de conciliation ne constitue à elle seule pas un motif de récusation, l'art. 59 al. 2 [devenu art. 60 al. 2 dans le texte définitif] confère aux parties le droit d'exiger que le président ou la présidente du tribunal d'arrondissement chargé de la conciliation ne puisse pas statuer sur le fond.*» (cf. Message N° 175 du 14 décembre 2009 du Conseil d'Etat au Grand Conseil accompagnant le projet de loi sur la justice, p. 22 s.). Le législateur fribourgeois, tout en adoptant une organisation judiciaire de principe prévoyant l'unité personnelle entre le juge de la conciliation et le juge du fond, entendait donc bien – en se référant dans ce contexte à l'art. 47 al. 2 let. b CPC – que l'art. 60 al. 2 LJ soit compris comme une disposition sur la récusation et expressément destiné à introduire une cause de récusation non prévue par le droit fédéral. La question de la possibilité de récuser le juge de la conciliation comme juge du fond ne se serait certes pas posée si la tâche de conciliation n'avait pas été confiée au Président de tribunal appelé à trancher le fond. Mais en optant pour cette union personnelle, le législateur fribourgeois devait respecter l'art. 47 al. 2 let. b CPC et ne pouvait octroyer à une partie le droit de demander, sans indication de motifs, qu'il en soit fait abstraction en récusant le juge de la conciliation. Seuls les motifs prévus à l'art. 47 al. 1 CPC, en particulier celui de la partialité objective et concrète telle que retenue à l'art. 47 al. 1 let. f CPC, pourrait en effet permettre à une partie de requérir la récusation du magistrat de la conciliation.

L'interprétation téléologique n'aboutit pas à un autre résultat. La disposition de l'art. 60 al. 2 LJ vise à trouver un subtil équilibre entre la solution efficace et économique retenue pour la composition de l'autorité de conciliation, à savoir le Président de tribunal appelé à trancher le litige au fond, et le désavantage qui lui est inhérent, à savoir que les parties pourraient craindre de s'exprimer librement en procédure de conciliation en sachant que c'est le même magistrat qui jugera leurs prétentions au fond (cf. Message N° 175 précité, p. 23). Or, si le droit fédéral permet

aux cantons qui se méfient de l'union personnelle entre le juge de la conciliation et le juge du fond, de prévoir au plan de l'organisation judiciaire que, de manière générale et par principe, il est interdit au juge de la conciliation de connaître du litige au fond, cette possibilité ne saurait être offerte aux parties. [...] Ainsi, si l'organisation judiciaire d'un canton, pour des motifs qui lui sont propres, en particulier des motifs économiques, prévoit justement cette union personnelle, l'art. 47 al. 2 let. b CPC lui interdit d'offrir aux parties le moyen de la contourner sur simple demande et sans à tout le moins alléguer que le juge en question ne dispose pas de l'impartialité nécessaire en raison de son comportement en procédure de conciliation» (TC 101 2016 196 c. 4c).

Art. 62

Dans les litiges relevant du droit du travail, il existe deux autorités de conciliation distinctes dans notre canton, selon que les prétentions des parties se fondent sur la loi fédérale du 24 mars 1995 sur l'égalité entre femmes et hommes (LEg, RS 151.1) ou concernent un autre domaine du droit du travail. Dans ce dernier cas, le président ou la présidente du tribunal des prud'hommes siège seul-e en tant que juge de conciliation en vertu de l'article 60 al. 1 LJ. En revanche, si la prétention se fonde sur la LEg, la conciliation est du ressort d'une commission spécifique composée paritairement d'une représentation d'employeur-e-s et d'employé-e-s, l'ensemble des représentants étant constitué d'un nombre égal d'hommes et de femmes (art. 200 al. 2 CPC et 62 LJ); la commission paritaire siège à cinq membres.

Cette différence de compétence peut empêcher une personne de faire valoir, dans la même procédure, plusieurs prétentions relevant en partie de la LEg et en partie d'un autre domaine du droit du travail; elle peut également empêcher un défendeur ou une défenderesse d'opposer une prétention reconventionnelle fondée sur la LEg, lorsque la demande principale a pour objet un autre domaine du droit du travail.

Pour résoudre ce problème, le projet prévoit une attraction de compétence en faveur de la Commission de conciliation en matière d'égalité, ce dans un souci non seulement d'efficacité et d'économie de temps et de procédure, mais aussi pour assurer une protection efficace de la partie la plus faible dans ce domaine à caractère social qu'est la loi sur l'égalité.

La mise en place d'une procédure unique a été accueillie favorablement par l'ensemble des entités consultées. Cependant, il a été relevé, à juste titre, qu'à l'heure actuelle, la Commission de conciliation en matière d'égalité ne s'occupe que des situations de discrimination dans le monde du travail sur la base du genre et des situations de harcèlement sexuel. Or, si cette Commission acquiert des compétences dans d'autres domaines du droit du travail, des compétences professionnelles supplémentaires dans lesdits domaines doivent être

requis de ses membres, afin qu'elle soit en mesure de procéder à la conciliation en toute connaissance de cause.

Se basant sur le texte de la motion, l'avant-projet avait intégré cette règle à un nouvel article 62a LJ. Sur la proposition du Service de législation, pour des raisons systématiques et rédactionnelles, la règle fait l'objet d'un nouvel alinéa 1^{bis} de l'article 62.

Art. 67

Selon l'actuel article 67 al. 4 LJ, le ou la procureur-e général-e doit approuver toutes les ordonnances de non-entrée en matière, de suspension et de classement. Cette règle vaut quelle que soit la raison pour laquelle ces types d'ordonnance sont rendues. Or, si une ordonnance de non-entrée en matière ou de classement est consécutive à un retrait de plainte ou à une conciliation entre les parties ou si une ordonnance de suspension est rendue car l'auteur-e est inconnu-e ou sans domicile connu, une approbation préalable du ou de la procureur-e général-e ne fait pas de sens. Il s'agit d'environ 3000 ordonnances par année pour les exemples cités. Cela implique que les dossiers physiques sont transmis au procureur ou à la procureure général-e, avant de retourner chez les procureur-e-s concerné-e-s. Il s'agit d'un travail inutile et chronophage, prolongeant de surcroît la durée des procédures. C'est pourquoi le projet autorise le ou la procureur-e général-e de désigner, dans une directive, les ordonnances soumises à son contrôle préalable.

Art. 73

En vertu de l'actuel article 73 al. 1 LJ, le Tribunal des mesures de contrainte (TMC) juge sans greffier ou greffière. Selon le message du Conseil d'Etat à l'appui de la LJ dans sa version originelle (Message N° 175 du 14 décembre 2009 du Conseil d'Etat au Grand Conseil accompagnant le projet de loi sur la justice), l'absence de greffier ou greffière a été voulue par le législateur pour accélérer les procédures en prévoyant que les décisions sont prises par un ou une juge unique.

Aujourd'hui, l'on constate que le TMC est une autorité qui reste chargée. Pour pallier cet état, des renforts de greffe et de secrétariat lui ont été récemment octroyés. Par ailleurs, dans les faits, cette instance compte trois juges ordinaires à temps partiel, totalisant 1,5 EPT.

Grâce aux mesures prises, le TMC a pu être au moins en partie déchargé. L'aide que peut lui apporter ses suppléants et suppléantes est primordiale pour lui permettre de respecter les délais de traitement très brefs auxquels il est astreint, notamment en cas d'absence de l'un-e de ses titulaires.

C'est pourquoi la présente révision vise à adapter le nombre de juges ordinaires («au moins deux juges ordinaires», puisqu'actuellement, il y en a trois), ainsi qu'à permettre la

désignation de plus de suppléants. Il convient de rappeler que ce Tribunal assure une permanence constante (24/24h, 7/7j) avec des délais légaux très brefs, qui se calculent en heures – le prévenu mis en détention doit impérativement être entendu par le juge dans les 48 heures (y.c. les week-end et les jours fériés); ce délai est absolu (cf. art. 224 al. 2 CPP). Une telle permanence implique un très fort engagement du personnel en place, ce d'autant si plusieurs affaires affluent simultanément. Un renfort de juges suppléants et suppléantes est dès lors indispensable, pour permettre, en cas de besoin, une saine administration de la justice. Par ailleurs, le fait de ne pas limiter le nombre de juges ordinaires dans la loi n'implique pas pour autant la création de nouveaux postes; celle-ci suit une procédure claire qui relève du pouvoir de décision du Conseil d'Etat.

Enfin, en biffant l'adjectif «professionnel» de la première phrase de l'alinéa 1, le projet supprime également la règle selon laquelle les suppléants et suppléantes du TMC doivent obligatoirement être choisis-e-s parmi les juges professionnels-le-s. Ainsi, peuvent être élues en qualité de suppléants ou suppléantes des personnes externes au Pouvoir judiciaire à l'instar de ce qui se fait au Tribunal cantonal.

Art. 115

Dans deux arrêts, l'un relatif à une procédure administrative (ATF 136 I 149) et l'autre à une procédure civile (ATF 145 I 297), le Tribunal fédéral a retenu que l'article 17 al. 2 de la Constitution de notre canton constituait une exception au principe général de la territorialité des langues. Selon le Tribunal fédéral, le libre choix de la langue officielle dans les rapports avec les autorités dont la compétence s'étend à l'ensemble du canton est un principe général et indifférencié et non un principe à géométrie variable.

Bien que l'article 17 al. 2 de la Constitution cantonale soit d'application immédiate, pour des motifs de clarté législatif, il est nécessaire de rappeler cette règle dans la loi sur la justice, applicable tant aux procédures civiles qu'aux procédures pénales.

Cependant, le projet est légèrement modifié sur deux points par rapport au texte proposé par les motionnaires (2019-GC-167), ainsi libellé: «*En seconde instance et auprès des autorités dont la compétence s'étend à l'ensemble du canton, les écritures peuvent être déposées dans les deux langues officielles du canton, quelle que soit la langue de la procédure*».

> D'une part, les termes «*en seconde instance*» ne figurent pas dans le projet car on ne saurait exclure qu'une autorité dont la compétence ne s'étend pas à tout le canton ait la compétence de statuer en seconde instance. Or, prévoir qu'une partie puisse s'adresser dans la langue officielle de son choix à une autorité de seconde instance dont la compétence ne s'étendrait pas à tout le canton violerait l'ar-

ticle 6 al. 2 de la Constitution cantonale, lequel consacre le principe de la territorialité de la langue.

> D'autre part, l'article 17 al. 2 de notre Constitution ne limite pas la possibilité d'utiliser la langue officielle de son choix au seul dépôt des écritures; il permet aussi aux parties de s'adresser oralement à l'autorité dans la langue officielle de leur choix.

Art. 119

Pour éviter toute ambiguïté, l'alinéa 1^{er} de l'article 119 est complété par une réserve du nouvel alinéa 5 de l'article 115.

Art. 163

Le droit pénal des mineurs aménage la possibilité de prononcer comme peine la fourniture d'une prestation personnelle au profit d'une institution sociale (art. 23 al. 1 DPMIn). Par ailleurs, ce droit permet, pour les mineur-e-s de plus de quinze ans, de convertir la prestation personnelle non-exécutée en amende ou en peine privative de liberté (art. 23 al. 6 DPMIn). Toutefois, pour les mineur-e-s de moins de quinze ans, aucune conversion n'est possible, de sorte que dans les faits, la prestation personnelle prononcée peut ne pas être exécutée. Le fait de ne pas pouvoir obtenir l'exécution des prestations personnelles est insatisfaisant, voire frustrant. Qui plus est, le message donné aux délinquants et délinquantes n'est pas cohérent, puisque la justice peut les condamner à une peine, mais elle n'a guère les moyens de forcer l'exécution de la sanction prononcée.

Ce système présente donc une lacune que la présente modification permet de combler. La possibilité de prononcer des arrêts disciplinaires donne de la cohérence au système et assoit l'autorité du ou de la juge des mineur-e-s. Cependant, avant de prononcer une telle sanction, le magistrat ou la magistrate devra tenir compte des éléments suivants:

> Le comportement d'un ou d'une mineur-e de moins de quinze ans qui «fait preuve d'une indiscipline grave, se soustrait à l'exécution de la sanction ou de ses conditions, ou persiste à s'y opposer» est souvent symptomatique d'une situation personnelle inquiétante menaçant le développement de l'enfant; ce comportement devrait inciter à une collaboration des autorités pénales avec les autorités civiles de protection de l'enfant afin d'envisager des mesures appropriées de protection. De ce fait, le recours à des arrêts disciplinaires devrait rester *l'ultima ratio*.

> Cette mesure ne doit être ordonnée que si un établissement approprié (milieu fermé mais non pénitentiaire) est disposé à accueillir le ou la jeune délinquant-e à brève échéance. En effet, si en raison d'un manque de place, le ou la mineur-e condamné-e à un arrêt disciplinaire devait

attendre plusieurs semaines, voire mois, après ses méfaits pour exécuter cette sanction, l'effet éducatif escompté pourrait être compromis.

Cette mesure pourrait concerner entre cinq et dix mineur-e-s de moins de quinze ans par année.

2.2. Le code de procédure et de juridiction administrative

Art. 14a

L'exigence pour les parties de communiquer à l'autorité saisie une adresse de notification figure aux articles 11b de la loi fédérale sur la procédure administrative (RS 172.021), 140 CPC (RS 272) et 87 CPP (RS 312.1). Il convient de l'introduire également pour la procédure administrative cantonale.

Art. 38

Le code de procédure et de juridiction administrative consacre ses articles 36 à 40 à la langue de la procédure. En résumé, en première instance, la procédure se déroule dans la langue officielle de la commune dans laquelle la partie a son domicile (art. 36 al. 1 CPJA) ou, dans les relations avec les autorités cantonales (administration ou établissements) dans la langue officielle de l'administré-e (art. 36 al. 2 CPJA). En cas de recours, la procédure se déroule dans la langue de la décision contestée (art. 37 al. 1 CPJA).

L'actuel article 38 CPJA prévoit la possibilité pour l'autorité d'accorder des dérogations aux articles 36 et 37 CPJA, si les circonstances le justifient, en particulier en cas de procédure devant une autorité cantonale.

Or, la transposition de l'article 17 Cst dans le CPJA a pour effet que la possibilité de choisir la langue officielle ne saurait dépendre d'une décision de l'autorité, mais découle directement de la loi. C'est ce que prévoit le nouvel alinéa 2 de l'article 38 P-CPJA. Cette dérogation légale concernant justement la situation où la procédure se déroule devant une autorité cantonale, la mention de cette dérogation doit être biffée de l'alinéa 1^{er} de l'article 38 CPJA.

Art. 39

Pour éviter toute ambiguïté, l'alinéa 1^{er} de l'article 39 CPJA est complété par une réserve de l'article 38 CPJA.

Art. 141

Dans un arrêt daté du 28 mai 2015 (2C_1136/2014), le Tribunal fédéral a considéré comme arbitraire un arrêt du Tribunal cantonal qui mettait l'indemnité de partie à la charge uniquement de la partie déboutée, sans la répartir également avec l'autorité intimée dont la décision avait été annulée. Il

a relevé que le droit cantonal fribourgeois ne permettait pas d'excepter la collectivité du paiement de l'indemnité de partie.

La modification envisagée, qui est une simple reprise de l'article 64 al. 2 de la loi fédérale sur la procédure administrative (PA; RS 172.021), consiste à prévoir expressément le principe selon lequel les indemnités allouées ne doivent être mises à la charge de la collectivité publique désavouée que subsidiairement, lorsqu'il n'y a pas de partie adverse déboutée qui pourrait les supporter.

Art. 145b

Pour dissiper toute ambiguïté sur les prestations de la collectivité publique dont le remboursement peut être exigé en cas de retour à meilleure fortune, le projet en mentionne la liste dans cette disposition.

Art. 148

Dans le domaine du droit des assurances sociales, la procédure de première instance est gouvernée par le principe de célérité (art. 61 let. a de la loi fédérale du 6 octobre 2000 sur la partie générale du droit des assurances sociales; LPGA, RS 830.1). Selon le Tribunal fédéral, ce principe s'oppose à ce que le droit cantonal de procédure sépare les voies de droit (*Gabelung des Verfahrens*), notamment en ce qui concerne les litiges relatifs aux dépens de la procédure cantonale (ATF 110 V 54 E. 4b). C'est pourquoi le nouvel alinéa 3 prévoit expressément que la procédure de réclamation ne s'applique pas en matière d'assurances sociales.

3. Incidences du projet

La mise en œuvre de cette révision n'influence pas la répartition des tâches entre l'Etat et les communes, n'a pas d'effets sur le développement durable et ne soulève pas de difficulté s'agissant de sa conformité au droit fédéral et de sa compatibilité avec le droit européen.

Le projet ne devrait pas avoir d'incidences financières majeures.



Botschaft 2021-DSJ-13

22. März 2021

des Staatsrats an den Grossen Rat zum Entwurf des Gesetzes zur Änderung des Justizgesetzes und des Gesetzes über die Verwaltungsrechtspflege

1. Kontext

Der vorliegende Revisionsentwurf ist die Folge mehrerer parlamentarischer Vorstösse.

Am 25. Juni 2018 reichten die Grossrätinnen Defferrard und de Weck eine begründete Motion mit dem Titel «Für eine Verbesserung der Spezialprävention bei Minderjährigen unter 15 Jahren» (2018-GC-104) zur Ergänzung des Justizgesetzes ein. Vorgeschlagen wurde eine Bestimmung, die es den Präsidentinnen und Präsidenten des Jugendstrafgerichts erlaubt, gegen strafrechtlich verurteilte Minderjährige unter 15 Jahren, die schwere Disziplinlosigkeit zeigen, sich dem Vollzug der Sanktion oder der Bedingungen entziehen oder sich diesem dauerhaft widersetzen, Disziplinararreste von bis zu zehn Tagen zu verfügen. Auf Antrag des Staatsrats nahm der Grosse Rat die Motion am 24. Mai 2019 an (TGR 2019, 654).

Mit einer am 25. Juni 2019 in Form eines ausgearbeiteten Entwurfs eingereichten und gleichentags begründeten Motion mit dem Titel «Umsetzung des Gesetzes über die Gleichstellung von Frau und Mann» (2019-GC-123) baten die Grossräte Mauron und Kubski den Staatsrat, im Justizgesetz (JG) einen neuen Artikel einzuführen, um bei den kantonalen Gerichten eine bessere Umsetzung des Gesetzes über die Gleichstellung von Frau und Mann sicherzustellen. Auf Antrag des Staatsrats nahm der Grosse Rat die Motion am 20. Dezember 2019 an (TGR 2019, 3319).

Die Motion mit dem Titel «Zweisprachigkeit beim Kantonsgericht und bei anderen kantonalen Behörden» (2019-GC-167) wurde von den Grossräten Kubski und Mauron am 17. Oktober 2019 eingereicht und begründet. Ziel der Motion ist es, dass die Parteien eines Gerichtsverfahrens, das vor einer Behörde mit gesamtkantonaler Kompetenz (insbesondere dem Kantonsgericht) verhandelt wird, ihre Eingaben unabhängig von der Verfahrenssprache in beiden Amtssprachen des Kantons einreichen können. Am 3. März 2020 hat der Staatsrat dem Grossen Rat die Motion zur Annahme empfohlen. Der Grosse Rat nahm die Motion am 14. Oktober 2020 an (TGR 2020, 3339).

Am 17. Oktober 2019 schliesslich haben die Justizkommission des Grossen Rates und sieben Grossrätinnen und Grossräte die Motion «Änderung der Artikel 7 Abs. 1 und 37 Abs. 2

des Justizgesetzes» (2019-GC-168) eingereicht und begründet. Es geht ihnen einerseits darum, im Justizgesetz die Möglichkeit einzuführen, bei nebenberuflichen Richterinnen und Richtern und bei Beisitzenden von Gerichtsbehörden, deren Gerichtsbarkeit sich auf den gesamten Kanton erstreckt, auf die Wohnsitzpflicht zu verzichten (Art. 7 Abs. 1 JG). Andererseits sollen mit der Motion die Bedingungen gelockert werden, zu denen die Kantonsrichterinnen und Kantonsrichter ihre Tätigkeit in Teilzeit ausüben können (Art. 37 Abs. 2 JG). Die Wohnsitzpflicht für die nebenberuflichen Richterinnen und Richter und die Beisitzenden ist in Artikel 86 Abs. 1 der Kantonsverfassung verankert. Ihre Aufhebung erfordert demnach eine Verfassungsänderung und ist deshalb im Rahmen dieser Revision nicht möglich. Aus diesem Grund beantragte der Staatsrat dem Grossen Rat am 31. März 2020, die Motion aufzuteilen, d. h. sie in dem Punkt, der die Änderung von Artikel 7 JG betrifft, abzulehnen und sie betreffend die Änderung von Artikel 37 Abs. 2 JG anzunehmen. Auf Antrag des Staatsrats nahm der Grosse Rat die Motion am 14. Oktober 2020 teilweise an (TGR 2020, 3342).

Bei dieser Gelegenheit schlägt der Staatsrat dem Grossen Rat ausserdem weitere Änderungen des Justizgesetzes und des Gesetzes über die Verwaltungsrechtspflege vor, die von der Staatsanwaltschaft (Art. 67 Abs. 4 JG) und vom Justizrat (Art. 10a Abs. 2, 73 Abs. 1 JG) beantragt bzw. von einigen Kantonsrichtern angeregt wurden (Art. 44 Abs. 2 JG; Art. 14a, 141 Abs. 1^{bis}, 145b Abs. 3 und 148 Abs. 3 VRG).

Der Vorentwurf wurde von 2. Juli 2020 bis 30. September 2020 in die Vernehmlassung geschickt. Die angehörten Stellen haben die geplanten Änderungen im Allgemeinen positiv aufgenommen.

Einige der angehörten Stellen schlugen auch andere Änderungen des Justizgesetzes vor, von denen eine im Rahmen dieses Projekts berücksichtigt wurde (Art. 60 Abs. 2 JG). Andere wurden jedoch aus den unten dargelegten Gründen abgelehnt:

- > Der Justizrat, das Kantonsgericht und die Oberamt männerkonferenz weisen darauf hin, dass die Begriffe, die in JG und VRG in Zusammenhang mit der Aufsicht über die Behörden der Verwaltungsrechtspflege durch den Justizrat verwendet werden, problematisch seien und

dass dafür eine Lösung gefunden werden müsse. Dies gelte nicht nur für die verwaltungsrechtliche Tätigkeit der Oberämter, sondern auch für das Schlichtungs- und Schiedsorgan bei kollektiven Streitigkeiten mit dem Staatspersonal (SSO; Art. 68a StPG).

Diese Frage kann im Rahmen der Umsetzungsarbeiten nach der Analyse der Gerichtsbehörden geklärt werden.

- > Das Kantonsgericht betont, dass es wichtig wäre, eine einfache Lösung für die Festlegung von Anwaltsentschädigungen (Parteientschädigung und unentgeltliche Rechtspflege) zu finden, die für Zivil-, Straf- und Verwaltungsverfahren einheitlich ist. Obwohl dieses Anliegen berechtigt ist, erfordert es umfassende Überlegungen, die den Rahmen dieser Revision sprengen. Diese befasst sich im Wesentlichen mit der Umsetzung verschiedener parlamentarischer Vorstösse.
- > Die Sozialdemokratische Partei fragt, ob Artikel 10b Abs. 2 JG in der heutigen Form noch zweckmässig sei. Für eine Änderung des Beschäftigungsgrads ist heute unter anderem das Einverständnis der betroffenen Stelle erforderlich (diese verfügt de facto über ein Vetorecht). Dies könnte bei einer Kollegialbehörde zu Spannungen führen. Dabei sollte das Einverständnis des Justizrats ausreichen, um sicherzustellen, dass eine allfällige Änderung des Beschäftigungsgrads den ordentlichen Betrieb der betreffenden Gerichtsbehörde nicht beeinträchtigt.

Artikel 10b wurde 2018 als Umsetzung einer Motion des Justizrats in das JG eingeführt. Der Vorentwurf zur Einführung dieser Bestimmung sah für die Änderung des Beschäftigungsgrads einer Richterin oder eines Richters keine Zustimmung der betroffenen Behörde vor. Das Einverständnis der Behörde wurde erst nach einem Hinweis der Schweizerischen Vereinigung der Richterinnen und Richter im Rahmen der Vernehmlassung in den Entwurf aufgenommen. Nach Ansicht dieser Vereinigung sollte in Absatz 2 festgelegt werden, dass die Änderung nur in Absprache mit der betroffenen Behörde erfolgen kann, um zu verhindern, dass spontane individuelle Anfragen dem Betrieb der Behörde schaden. Diese Begründung ist immer noch berechtigt. Der Absatz 2 von Artikel 10b darf demnach nicht gestrichen werden.

- > Die Sozialdemokratische Partei ist der Ansicht, dass die vorliegende Revision genutzt werden sollte, um Artikel 18 Abs. 3 JG dahingehend zu ändern, dass ein ständiges Gericht nach dem Vorbild des *Tribunal neutre* im Kanton Waadt geschaffen wird, um den Vorwurf eines von der EMRK verbotenen Sondergerichts zu vermeiden. Diese Frage kann im Rahmen der Umsetzungsarbeiten nach der Analyse der Gerichtsbehörden geklärt werden.

- > Die Gewerkschaft SYNA beantragt, den Inhalt von Artikel 55 Abs. 2 LJ dahingehend zu präzisieren, dass jede Person, die sich als Beisitzende zur Vertretung der Arbeitnehmenden beim Arbeitsgericht bewirbt, seit mindestens 24 Monaten Gewerkschaftsmitglied sein muss und eine entsprechende Bescheinigung der Gewerkschaft vorlegen muss. Ausserdem beantragt sie, dass die Gewerkschaften automatisch über freie Stellen von Beisitzenden informiert werden, damit sie entsprechende Vorschläge machen können.

In diesem Zusammenhang wird darauf hingewiesen, dass die Wahl einer Kandidatin oder eines Kandidaten aus den Arbeitnehmerorganisationen eine interne Angelegenheit dieser Organisationen ist, in die sich der Staat nicht einmischen darf. Es sei zudem daran erinnert, dass alle freien Stellen von Beisitzenden ausgeschrieben und sowohl im Amtsblatt als auch in den lokalen Zeitungen und auf der Website des Justizrats veröffentlicht werden.

- > Schliesslich möchten die Gewerkschaften SYNA, FGB und UNIA die Gelegenheit dieser Änderung dafür nutzen, die Parteientschädigung in arbeitsrechtlichen Verfahren abzuschaffen. Für den Fall, dass die Parteientschädigungen für Anwältinnen und Anwälte nicht abgeschafft würden, beantragt die Gewerkschaft SYNA subsidiär, dass den Gewerkschaften Parteientschädigungen zugesprochen werden können, wenn sie Arbeitnehmende vertreten.

Obwohl die Gewerkschaften die Arbeitnehmenden schützen wollen, darf nicht vergessen werden, dass die Abschaffung der Parteientschädigungen zweischneidig wäre: Wenn eine Arbeitnehmerin oder ein Arbeitnehmer, mit Unterstützung einer Anwältin oder eines Anwalts, obsiegt, hätte er oder sie keinen Anspruch mehr darauf. Darüber hinaus sieht Artikel 95 Abs. 3 Bst. c ZPO in begründeten Fällen die Möglichkeit vor, dass das Gericht eine angemessene Entschädigung für die unternommenen Schritte zuspricht, wenn eine Partei keine professionelle Vertretung hat.

2. Kommentar zu den einzelnen Bestimmungen

2.1. Justizgesetz

Art. 10a

Auf Vorschlag des Justizrats wird im Entwurf die Stellungnahme des Kantonsgerichts zum Einsatz der gerichtsunabhängigen Richterin oder des gerichtsunabhängigen Richters gestrichen (Art. 10a Abs. 2 *i.f.*). Die betroffene Behörde ist der Ansicht, dass ihre Stellungnahme das Verfahren unnötig erschwere und verlangsamt. Seit einem Jahr wird im Einverständnis mit dem Kantonsgericht bei der Fallübergabe ein

vereinfachtes Verfahren angewandt, wodurch dessen Effizienz erhöht werden konnte. Diese Lösung ergibt sich auch aus der Analyse der Gerichtsbehörden.

Diese Änderung wurde von den angehörten Stellen begrüsst.

Art. 37

Gemäss dem aktuellen Absatz 2 von Artikel 37 JG kann das Amt des Kantonsrichters bzw. der Kantonsrichterin *«in einer 50%-Stelle ausgeübt werden; es dürfen aber höchstens zwei Vollzeitstellen auf 50%-Stellen aufgeteilt werden»*. Zusammen mit Absatz 1 dieser Bestimmung bedeutet dies, dass zwölf Kantonsrichterinnen und Kantonsrichter ihr Amt Vollzeit ausüben müssen, während vier 50% arbeiten können, was insgesamt 14 Vollzeitäquivalente (VZÄ) ergibt.

Mit dem aktuellen Wortlaut erlaubt es das Gesetz nicht, zwei VZÄ mit drei Richterinnen und Richtern zu besetzen, die zum Beispiel 80%, 70% und 50% arbeiten. Das Kantonsgericht bedauert diese Einschränkung, denn es möchte bei der internen Verteilung der Stellenprozente unter den Kantonsrichterinnen und Kantonsrichtern flexibler werden.

Um dem gesellschaftlichen Wandel gerecht zu werden und eine bessere Vereinbarkeit von Beruf und Familie zu ermöglichen, wird im vorliegenden Entwurf die heutige Limite, nach der höchstens zwei VZÄ auf 50%-Stellen aufgeteilt werden dürfen, gestrichen. Diese Lockerung der Bedingungen, unter denen die Kantonsrichterinnen und Kantonsrichter ihr Amt in Teilzeit ausüben können, entspricht einer progressiven Personalpolitik, die der Familie und der Gleichstellung von Frau und Mann nachhaltig zugutekommt.

Im Entwurf wird die Gesamtzahl der Kantonsrichterinnen und Kantonsrichter nicht verändert (Art. 37 Abs. 1 JG). Die Regel von Absatz 1 wird hingegen präzisiert, um zu verhindern, dass der aktuelle Wortlaut als Begrenzung der Anzahl Personen mit dem Titel der Kantonsrichterin bzw. des Kantonsrichters und demzufolge als Begrenzung der Teilzeitstellen verstanden wird. Deshalb wird der Ausdruck «Richterinnen und Richtern» durch «Richterstellen» ersetzt. Auch die Regel, wonach der Beschäftigungsgrad von Magistratspersonen nicht unter 50% liegen darf, wird im Entwurf beibehalten.

Diese Änderung wurde von den angehörten Stellen mehrheitlich begrüsst.

Art. 44

Im Entwurf wird in Absatz 2 dieser Bestimmung der Begriff «kantonales Recht» durch «ein kantonales Gesetz» ersetzt. Die Fünferbesetzung muss auf die Prüfung der kantonalen Gesetze beschränkt sein und darf sich nicht auf jene von Reglementen oder anderer Erlasse einer unteren Ebene erstrecken.

Art. 60

Im Vernehmlassungsverfahren wies der Freiburger Anwaltsverband darauf hin, dass das Kantonsgericht in zwei neueren Urteilen erklärt habe, dass Artikel 60 Abs. 2 Bundesrecht und insbesondere Artikel 47 ZPO widerspreche (101 2016 196 und 101 2016 187, beide vom 3. November 2016). Nach Ansicht des Kantonsgerichts erlaubt diese Bestimmung einer Partei, den Ausstand einer Magistratin oder eines Magistraten allein mit der Begründung zu erwirken, dass diese/r den Fall bereits im Schlichtungsverfahren behandelt hat, ohne auch nur das Vorliegen eines konkreten und objektiven Anscheins der Befangenheit geltend zu machen. Da Artikel 47 Abs. 2 Bst. b ZPO besagt, dass diese Begründung für sich allein kein Ausstandsgrund sei, widerspreche Artikel 60 Abs. 2 JG dem Bundesrecht. Diese Feststellung des Kantonsgerichts beruht auf den folgenden Argumenten:

«Auf systematischer Ebene handelt es sich bei Art. 60 Abs. 2 JG zwar nicht um eine Bestimmung über den Ausstand, da sie sich in dem Kapitel des Justizgesetzes befindet, das der Organisation der Zivilrechtspflege gewidmet ist (Titel IV, Kapitel 3), und nicht im Kapitel über den Ausstand (Titel II, Kapitel 4). Obwohl dieses systematische Argument zutrifft, überzeugt es nicht. Denn auch wenn der Freiburger Gesetzgeber diese Regelung in den Bestimmungen über die Organisation der Zivilrechtspflege vorgesehen hat, läuft ihr materieller Inhalt faktisch auf die Schaffung eines im Bundesrecht nicht vorgesehenen Ausstandsgrundes hinaus.

In der Botschaft zum Gesetzesentwurf findet sich die folgende ursprüngliche Auslegung: *«Obwohl nach Art. 47 Abs. 2 Bst. b ZPO das Mitwirken eines Richters am Schlichtungsversuch keinen Ausstandsgrund darstellt, also nicht automatisch zu seiner Befangenheit führt, räumt Art. 59 Abs. 2 [Art. 60 Abs. 2 in der Endfassung] den Parteien das unbedingte Recht ein zu verlangen, dass der mit der Schlichtung betraute Bezirksgerichtspräsident nicht auch in der Hauptsache tätig wird.»* (s. Botschaft Nr. 175 des Staatsrats an den Grossen Rat zum Entwurf für ein Justizgesetz vom 14. Dezember 2009, S. 22). Der Freiburger Gesetzgeber hat also bei der Annahme einer Gerichtsorganisation, die grundsätzlich eine Personalunion von Schlichtungsrichter und Sachrichter vorsieht, durchaus beabsichtigt (indem er sich auf Art. 47 Abs. 2 Bst. b ZPO bezog), dass Art. 60 Abs. 2 JG als Bestimmung über den Ausstand verstanden wird und damit ausdrücklich einen im Bundesrecht nicht vorgesehenen Ausstandsgrund eingeführt. Die Frage nach der Möglichkeit, den Schlichtungsrichter in der Hauptsache in den Ausstand treten zu lassen, hätte sich sicherlich nicht gestellt, wenn die Schlichtungsaufgabe nicht dem Präsidenten des in der Hauptsache urteilenden Gerichts übertragen worden wäre. Doch beim Entscheid für diese Personalunion hätte der Freiburger Gesetzgeber Art. 47 Abs. 2 Bst. b

ZPO einhalten müssen und nicht einer Partei das Recht geben dürfen, ohne Angabe von Gründen zu verlangen, dass die Bestimmung durch den Ausstand des Schlichtungsrichters missachtet wird. Nur die in Art. 47 Abs. 1 ZPO vorgesehenen Gründe, insbesondere eine objektive und konkrete Befangenheit gemäss Art. 47 Abs. 1 Bst. f ZPO, könnten es einer Partei tatsächlich erlauben, den Ausstand des Schlichtungsrichters zu beantragen.

Zu diesem Ergebnis kommt auch die zweckorientierte Interpretation. Die Bestimmung von Art. 60 Abs. 2 JG zielt darauf ab, einen subtilen Ausgleich zu finden zwischen der effizienten und sparsamen Lösung für die Zusammensetzung der Schlichtungsbehörde, d. h. dem Präsidenten des in der Hauptsache urteilenden Gerichts, und dem inhärenten Nachteil, dass die Parteien Angst davor haben könnten, sich im Schlichtungsverfahren frei zu äussern, wenn sie wissen, dass derselbe Richter über ihre Forderungen in der Sache selbst entscheiden wird (vgl. oben zitierte Botschaft Nr. 175, S. 22). Zwar können Kantone, die auf eine Personalunion von Schlichtungsrichter und Sachrichter verzichten, gemäss Bundesrecht auf der Ebene der Gerichtsorganisation vorsehen, dass der Schlichtungsrichter generell und grundsätzlich nicht in der Hauptsache entscheiden darf. Diese Möglichkeit darf jedoch nicht den Parteien gegeben werden. [...] Wenn also die Gerichtsorganisation eines Kantons aus eigenen, insbesondere wirtschaftlichen Gründen eine solche Personalunion vorsieht, verbietet es ihr Art. 47 Abs. 2 Bst. b ZPO, den Parteien die Möglichkeit zu bieten, diese auf einfaches Gesuch hin zu umgehen, ohne zumindest geltend zu machen, dass der betreffende Richter wegen seines Verhaltens im Schlichtungsverfahren nicht über die erforderliche Unparteilichkeit verfüge» (KG 101 2016 196 E. 4c; Übersetzung).

Art. 62

Bei arbeitsrechtlichen Streitigkeiten gibt es in unserem Kanton zwei verschiedene Schlichtungsstellen, je nachdem ob sich die Ansprüche der Parteien auf das Bundesgesetz vom 24. März 1995 über die Gleichstellung von Frau und Mann stützen (GlG, SR 151.1) oder ob sie einen anderen arbeitsrechtlichen Bereich betreffen. Im zweiten Fall amtiert die Präsidentin oder der Präsident des Arbeitsgerichts gemäss Artikel 60 Abs. 1 JG alleine als Versöhnungsrichter/in. Wenn der Anspruch jedoch auf dem GlG gründet, ist eine besondere Kommission, die zu gleichen Teilen aus Arbeitgebenden und Arbeitnehmenden zusammengesetzt ist, für die Schlichtung zuständig, wobei in der Kommission gleich viele Frauen wie Männer vertreten sein müssen (Art. 200 Abs. 2 ZPO und 62 JG). Die paritätische Kommission tagt mit fünf Mitgliedern.

Diese unterschiedliche Zuständigkeit kann dazu führen, dass eine Person ihre Ansprüche, die zum einen das GlG und zum anderen einen weiteren arbeitsrechtlichen Bereich betreffen, nicht im selben Verfahren geltend machen kann. Ausserdem kann sie eine beklagte Person daran hindern, der Hauptklage gestützt auf das GlG eine Widerklage entgegenzusetzen, wenn erstere einen anderen arbeitsrechtlichen Bereich betrifft.

Um dieses Problem zu lösen, sieht der Entwurf in Gleichstellungsfragen eine Kompetenzattraktion zugunsten der Schlichtungskommission vor. Dies nicht nur aus Effizienz- und Zeitgründen, sondern auch um einen wirksamen Schutz der schwächsten Partei in diesem sozialen Bereich der Gleichstellung zu gewährleisten.

Die Zusammenführung in einem einzigen Verfahren wurde von allen angehörten Stellen begrüsst. Es wurde jedoch zu Recht darauf hingewiesen, dass sich die Schlichtungskommission für Gleichstellungsfragen momentan nur mit Diskriminierungen am Arbeitsplatz aufgrund des Geschlechts und mit sexueller Belästigung befasst. Sollte die Kommission Zuständigkeiten auf anderen Gebieten des Arbeitsrechts erhalten, müssten deshalb von ihren Mitgliedern zusätzliche Fachkenntnisse auf diesen Gebieten verlangt werden, damit die Schlichtung in voller Kenntnis der Sachlage erfolgen kann.

Gestützt auf den Wortlaut der Motion, war die neue Regelung in den neuen Artikel 62a JG integriert worden. Auf Vorschlag des Amts für Gesetzgebung wird die Regelung nun aus systematischen und redaktionellen Gründen in den neuen Absatz 1^{bis} von Artikel 62 aufgenommen.

Art. 67

Gemäss dem aktuellen Artikel 67 Abs. 4 JG muss die Generalstaatsanwältin oder der Generalstaatsanwalt alle Nichtanhandnahme-, Sistierungs- und Einstellungsverfügungen genehmigen. Diese Regel gilt unabhängig davon, weshalb diese Verfügungen erlassen werden. Wenn eine Nichtanhandnahmeverfügung oder eine Einstellungsverfügung nach dem Rückzug einer Klage oder nach einer Schlichtung zwischen den Parteien erfolgt oder wenn eine Sistierungsverfügung erlassen wird, weil ihre Urheberin oder ihr Urheber unbekannt oder ohne bekannten Wohnsitz ist, ergibt eine vorgängige Genehmigung durch die Generalstaatsanwältin oder den Generalstaatsanwalt keinen Sinn. Bei den genannten Beispielen handelt es sich um rund 3000 Verfügungen pro Jahr. Für die Genehmigung müssen die physischen Akten der Generalstaatsanwältin oder dem Generalstaatsanwalt überbracht und anschliessend wieder an die zuständige Staatsanwältin oder den zuständigen Staatsanwalt retourniert werden. Dabei handelt es sich um eine unnötige und zeitraubende Arbeit, welche die Verfahren übermässig in die Länge zieht. Deshalb ermächtigt der Entwurf die Generalstaatsanwältin

oder den Generalstaatsanwalt, in einer Richtlinie jene Verfügungen zu bestimmen, die ihrer bzw. seiner vorgängigen Kontrolle unterliegen.

Art. 73

Nach dem aktuellen Wortlaut von Artikel 73 Abs. 1 JG entscheidet das Zwangsmassnahmengericht (ZMG) ohne Gerichtsschreiberin oder Gerichtsschreiber. Gemäss der Botschaft des Staatsrats zur ursprünglichen Version des JG (Botschaft Nr. 175 vom 14. Dezember 2009 des Staatsrats an den Grossen Rat zum Entwurf des Justizgesetzes) wollte der Gesetzgeber mit dem Verzicht auf eine Gerichtsschreiberin oder einen Gerichtsschreiber die Verfahren beschleunigen, indem die Entscheide von einer Einzelrichterin oder einem Einzelrichter getroffen werden.

Heute ist festzustellen, dass die Arbeitslast des ZMG weiterhin hoch ist. Um dem entgegenzuwirken, wurde ihm vor Kurzem eine Verstärkung von Gerichtsschreiberei und Sekretariat gewährt. Des Weiteren zählt die Gerichtsstanz drei ordentliche Richterinnen und Richter in Teilzeitpensen, die zusammen 1,5 VZÄ ergeben.

Dank der ergriffenen Massnahmen konnte das ZMG zumindest teilweise entlastet werden. Es ist zwingend auf die Hilfe seiner Ersatzrichterinnen und Ersatzrichter angewiesen, um die sehr kurzen Bearbeitungsfristen einhalten zu können, an die es gebunden ist, namentlich wenn ein ordentliches Mitglied abwesend ist.

Deshalb soll mit dieser Revision die Zahl der ordentlichen Berufsrichterinnen und Berufsrichter (aktuell *«mindestens zwei»*, momentan sind es drei) erhöht und die Ernennung zusätzlicher Ersatzrichterinnen und Ersatzrichter ermöglicht werden. Es sei daran erinnert, dass das ZMG 7 Tage die Woche, rund um die Uhr verfügbar ist und dabei sehr kurze gesetzliche Fristen (in Stunden berechnet) einhalten muss: Inhaftierte Beschuldigte müssen zwingend innert 48 Stunden (inkl. Wochenende und Feiertage) von der Richterin oder vom Richter angehört werden. Diese Frist ist absolut (s. Art. 224 Abs. 2 StPO). Eine solche Verfügbarkeit erfordert vom anwesenden Personal sehr viel Engagement, besonders wenn mehrere Fälle zusammenkommen. Eine Aufstockung der Ersatzrichterinnen und Ersatzrichter ist deshalb unabdingbar, damit bei Bedarf eine gesunde Rechtspflege möglich ist. Die Tatsache, dass im Gesetz die Zahl der Berufsrichterinnen und Berufsrichter nicht beschränkt wird, bedeutet im Übrigen nicht, dass neue Stellen geschaffen werden. Dies geschieht nach einem klaren Verfahren, das in der Entscheidungskompetenz des Staatsrats liegt.

Mit der Streichung des Zusatzes «Berufs-» aus dem ersten Satz von Absatz 1 hebt der Entwurf schliesslich die Regelung auf, wonach die Ersatzmitglieder des ZMG zwingend aus den Berufsrichterinnen und Berufsrichtern zu wählen sind. So

werden in Zukunft auch Personen, die nicht den Gerichtsbehörden angehören, als Ersatzrichterinnen und Ersatzrichter wählbar sein, wie dies beim Kantonsgericht der Fall ist.

Art. 115

In zwei Bundesgerichtsentscheiden, wovon einer ein Verwaltungsverfahren (BGE 136 I 149) und der andere ein Zivilverfahren (BGE 145 I 297) betraf, hielt das Bundesgericht fest, dass Artikel 17 Abs. 2 unserer Kantonsverfassung eine Ausnahme vom allgemeinen Sprachgebietsprinzip darstelle. Dem Bundesgericht zufolge ist die freie Wahl der Amtssprache im Umgang mit Behörden, deren Gerichtsbarkeit sich auf das ganze Kantonsgebiet erstreckt, ein allgemeines und einheitliches Prinzip und kein Prinzip mit variabler Geometrie.

Obwohl Artikel 17 Abs. 2 der Kantonsverfassung unmittelbar anwendbar ist, muss aus Gründen der Klarheit im Justizgesetz an diese Regel, die sowohl für Zivil- wie auch für Strafverfahren gilt, erinnert werden.

Der Entwurf weicht in zwei Punkten leicht von dem von den Motionären vorgeschlagenen Text (2019-GC-167) ab, der wie folgt lautete: *«Im Rechtsmittelverfahren und vor Behörden, deren Gerichtsbarkeit sich auf das ganze Kantonsgebiet erstreckt, können Rechtsschriften unabhängig von der Verfahrenssprache in den beiden Amtssprachen des Kantons eingereicht werden»*.

- > Einerseits ist der Ausdruck «im Rechtsmittelverfahren» im Entwurf nicht enthalten, weil sich nicht ausschliessen lässt, dass eine Behörde, deren Gerichtsbarkeit sich nicht auf den gesamten Kanton erstreckt, für ein Urteil in zweiter Instanz zuständig sein könnte. Würde das Gesetz vorsehen, dass sich eine Partei in der Amtssprache ihrer Wahl an eine zweitinstanzliche Behörde wenden kann, deren Gerichtsbarkeit sich nicht auf das ganze Kantonsgebiet erstreckt, so würde dies Artikel 6 Abs. 2 der Kantonsverfassung widersprechen, in dem das Territorialitätsprinzip verankert ist.
- > Andererseits beschränkt Artikel 17 Abs. 2 unserer Verfassung die freie Wahl der Amtssprache nicht allein auf die Einreichung von Rechtsschriften. Er erlaubt den Parteien auch, sich mündlich in der Amtssprache ihrer Wahl an die Behörden zu wenden.

Art. 119

Um jegliche Mehrdeutigkeit auszuschliessen, wird in Absatz 1 von Artikel 119 nun der neue Absatz 5 von Artikel 115 vorbehalten.

Art. 163

Das Jugendstrafrecht sieht unter anderem die Möglichkeit vor, als Strafe eine persönliche Leistung zu Gunsten einer sozialen Institution anzuordnen (Art. 23 Abs. 1 JStG). Bei Minderjährigen über 15 Jahren erlaubt das Gesetz ausserdem die Umwandlung einer nicht erbrachten persönlichen Leistung in eine Busse oder Freiheitsstrafe (Art. 23 Abs. 6 JStG). Bei Minderjährigen unter 15 Jahren ist keine Umwandlung möglich, sodass es in Tat und Wahrheit vorkommen kann, dass die persönliche Leistung nicht vollzogen wird. Die Tatsache, dass der Vollzug persönlicher Leistungen nicht durchgesetzt werden kann, ist unbefriedigend, ja frustrierend. Zudem ist die Botschaft an die Straffälligen nicht kohärent, da die Justiz sie zwar zu einer Strafe verurteilen kann, aber kaum über die Mittel verfügt, um deren Vollzug auch durchzusetzen.

Das System weist demnach eine Lücke auf, die mit der vorliegenden Änderung geschlossen wird. Die Möglichkeit, Disziplinararreste anzuordnen, macht das System kohärenter und stärkt die Autorität der Jugendrichterinnen und Jugendrichter. Allerdings müssen die Richterinnen und Richter vor der Anordnung einer solchen Sanktion Folgendes berücksichtigen:

- > Das Verhalten einer/s Minderjährigen unter 15 Jahren, die/der «schwere Disziplinlosigkeit zeigt, sich dem Vollzug der Sanktion oder der Bedingungen entzieht oder sich diesem dauerhaft widersetzt», ist oft symptomatisch für eine besorgniserregende persönliche Situation, welche die kindliche Entwicklung gefährdet; Ein solches Verhalten sollte Anlass zu einer Zusammenarbeit von Strafbehörden und Kinderschutzbahörden sein, damit geeignete Schutzmassnahmen ergriffen werden. Deshalb sollten Disziplinararreste die *Ultima Ratio* darstellen.
- > Die Massnahme ist nur anzuordnen, wenn eine geeignete Einrichtung (geschlossen, aber keine Strafanstalt) bereit ist, die straffällige Jugendliche oder den straffälligen Jugendlichen kurzfristig aufzunehmen. Wenn die oder der verurteilte Jugendliche nach einer Missetat aus Platzmangel mehrere Wochen oder sogar Monate auf den Vollzug des Disziplinararrests warten muss, so könnte dies die erhoffte erzieherische Wirkung schmälern.

Von der Massnahme wären jährlich fünf bis zehn Minderjährige unter 15 Jahren betroffen.

2.2. Gesetz über die Verwaltungsrechtspflege

Art. 14a

Die Pflicht der Parteien, der zuständigen Behörde ein Zustellungsdomizil anzugeben, ist in den Artikeln 11b des Bundesgesetzes über das Verwaltungsverfahren (SR 172.021), 140 ZPO (SR 272) und 87 StPO (SR 312.1) enthalten. Deshalb

sollte sie auch im kantonalen Verwaltungsverfahren eingeführt werden.

Art. 38

Im Gesetz über die Verwaltungsrechtspflege sind die Artikel 36–40 der Verfahrenssprache gewidmet. Zusammengefasst wird das erstinstanzliche Verfahren in der Amtssprache der Gemeinde durchgeführt, in der die Partei ihren Wohnsitz hat (Art. 36 Abs. 1 VRG), oder, im Umgang mit den kantonalen Behörden (Verwaltung und Anstalten), in der Amtssprache der Bürgerin oder des Bürgers (Art. 36 Abs. 2 VRG). Das Beschwerdeverfahren wird in der Sprache des angefochtenen Entscheides durchgeführt (Art. 37 Abs. 1 VRG).

Der aktuelle Artikel 38 VRG sieht vor, dass die Behörde Abweichungen von den Artikeln 36 und 37 VRG bewilligen kann, wenn es die Umstände rechtfertigen, insbesondere in einem Verfahren vor einer kantonalen Behörde.

Die Übertragung von Artikel 17 KV in das VRG hat zur Folge, dass die Wahl der Amtssprache nicht mehr von einem Entscheid der Behörde abhängen kann, sondern direkt aus dem Gesetz hervorgeht. Dies sieht der neue Absatz 2 von Artikel 38 des vorliegenden Entwurfs vor. Da die gesetzliche Abweichung eben gerade jene Fälle betrifft, in denen das Verfahren vor einer kantonalen Behörde stattfindet, ist deren Erwähnung aus Absatz 1 von Artikel 38 VRG zu streichen.

Art. 39

Um jegliche Mehrdeutigkeit auszuschliessen, wird in Absatz 1 von Artikel 39 VRG nun Artikel 38 VRG vorbehalten.

Art. 141

In einem Entscheid vom 28. Mai 2015 (2C_1136/2014) beurteilte das Bundesgericht einen Entscheid des Kantonsgerichts als willkürlich, weil die Parteientschädigung allein der unterlegenen Partei auferlegt worden war, ohne dass auch die Behörde, deren Entscheid aufgehoben wurde, einen Anteil hätte übernehmen müssen. Das Bundesgericht wies darauf hin, dass die öffentliche Hand gemäss Freiburger Kantonsrecht nicht von der Zahlung der Parteientschädigung ausgenommen werden könne.

Die geplante Änderung ist eine simple Übernahme von Artikel 64 Abs. 2 des Bundesgesetzes über das Verwaltungsverfahren (VwVG; SR 172.021) und sieht ausdrücklich den Grundsatz vor, dass die zugesprochenen Entschädigungen nur subsidiär dem unterlegenen Gemeinwesen auferlegt werden dürfen, wenn es keine unterlegene Partei gibt, die sie tragen könnte.

Art. 145b

Um Zweifel darüber auszuräumen, bei welchen Leistungen der öffentlichen Hand eine Rückerstattung beantragt werden kann, wenn die begünstigte Person zu hinreichenden Mitteln gelangt, sieht der Entwurf in dieser Bestimmung eine Liste vor.

Art. 148

Im Bereich des Sozialversicherungsrechts gilt im erstinstanzlichen Verfahren das Beschleunigungsgebot (Art. 61 Bst. a des Bundesgesetzes vom 6. Oktober 2000 über den Allgemeinen Teil des Sozialversicherungsrechts; ATSG, SR 830.1). Gemäss Bundesgericht ist dieses Gebot nicht mit der Tatsache vereinbar, dass das kantonale Verfahrensrecht eine Gabelung des Verfahrens vorsieht, namentlich was Streitfälle über die Parteikosten des kantonalen Verfahrens anbelangt (BGE 110 V 54, E. 4b). Deshalb sieht der neue Absatz 3 ausdrücklich vor, dass das Beschwerdeverfahren in Sozialversicherungssachen nicht anwendbar ist.

3. Auswirkungen des Entwurfs

Die Umsetzung der vorliegenden Revision hat keine Auswirkungen auf die Aufgabenverteilung zwischen Staat und Gemeinden oder auf die nachhaltige Entwicklung und ist mit dem Bundesrecht und dem europäischen Recht vereinbar.

Der Entwurf dürfte keine grösseren finanziellen Auswirkungen haben.

Loi modifiant la loi sur la justice et le code de procédure et de juridiction administrative

du...

Actes concernés (numéros RSF):

Nouveau: –
Modifié(s): **130.1** | 150.1
Abrogé(s): –

Le Grand Conseil du canton de Fribourg

Vu le message 2021-DSJ-13 du Conseil d'Etat du 22 mars 2021;
Sur la proposition de cette autorité,

Décète:

I.

L'acte RSF 130.1 (Loi sur la justice (LJ), du 31.5.2010) est modifié comme il suit:

Art. 10a al. 2 (*modifié*)

² Le Conseil de la magistrature décide de l'affectation des personnes ainsi élues, à la demande des autorités judiciaires concernées.

Art. 37 al. 1 (*modifié*), **al. 2** (*modifié*)

¹ Le Tribunal cantonal compte entre douze et seize postes de juges et au moins autant de suppléants ou suppléantes.

Gesetz zur Änderung des Justizgesetzes und des Gesetzes über die Verwaltungsrechtspflege

vom...

Betroffene Erlasse (SGF Nummern):

Neu: –
Geändert: **130.1** | 150.1
Aufgehoben: –

Der Grosse Rat des Kantons Freiburg

nach Einsicht in die Botschaft 2021-DSJ-13 des Staatsrats vom 22. März 2021;
auf Antrag dieser Behörde,

beschliesst:

I.

Der Erlass SGF 130.1 (Justizgesetz (JG), vom 31.5.2010) wird wie folgt geändert:

Art. 10a Abs. 2 (*geändert*)

² Über den Einsatz dieser Richterinnen und Richter entscheidet der Justizrat auf Antrag der betroffenen Gerichtsbehörden.

Art. 37 Abs. 1 (*geändert*), **Abs. 2** (*geändert*)

¹ Das Kantonsgericht zählt 12 bis 16 Richterstellen und mindestens gleich viele Ersatzrichterstellen.

² La fonction de juge cantonal-e peut être exercée à temps partiel, mais au moins à mi-temps.

Art. 44 al. 2 (modifié)

² Elles siègent à cinq juges lorsqu'il s'agit de constater la non-conformité d'une loi cantonale au droit supérieur, notamment à la Constitution fédérale ou à la Convention européenne des droits de l'homme; le règlement du Tribunal cantonal peut prévoir d'autres cas.

Art. 60 al. 2 (abrogé)

² Abrogé

Art. 62 al. 1a (nouveau)

^{1a} Cette autorité est en outre compétente pour:

- a) traiter l'entier du litige lorsqu'une prétention relevant de la compétence du tribunal des prud'hommes s'ajoute à une prétention fondée sur la loi sur l'égalité;
- b) traiter les prétentions reconventionnelles fondées sur le droit du travail lorsque le litige initial a été porté devant elle.

Art. 67 al. 4 (modifié)

⁴ Il ou elle peut former opposition contre les ordonnances pénales des procureur-e-s et des autres autorités pénales et approuve les ordonnances de classement, à moins qu'elles ne soient consécutives à un retrait de plainte ou à une conciliation aboutie. En outre, il ou elle peut édicter une directive pour régler le contrôle des ordonnances de non-entrée en matière et de suspension.

Art. 73 al. 1 (modifié)

¹ Le Tribunal des mesures de contrainte se compose de trois juges ordinaires et cinq juges suppléants ou suppléantes.

Art. 115 al. 5 (nouveau)

⁵ Les parties peuvent s'adresser oralement et par écrit dans la langue officielle de leur choix aux autorités dont la compétence s'étend à l'ensemble du canton, quelle que soit la langue de la procédure.

² Das Amt der Kantonsrichterin oder des Kantonsrichters kann in Teilzeit ausgeübt werden, mindestens jedoch in einer 50%-Stelle.

Art. 44 Abs. 2 (geändert)

² Die Gerichtshöfe entscheiden in Fünferbesetzung, ob ein kantonales Gesetz höherrangigem Recht widerspricht, insbesondere der Bundesverfassung oder der Europäischen Menschenrechtskonvention. Das Reglement des Kantonsgerichts kann weitere Fälle vorsehen.

Art. 60 Abs. 2 (aufgehoben)

² Aufgehoben

Art. 62 Abs. 1a (neu)

^{1a} Diese Behörde ist ausserdem zuständig für:

- a) die Behandlung des gesamten Falles, wenn eine Forderung aus dem Zuständigkeitsbereich des Arbeitsgerichts mit einer Forderung auf der Grundlage des Gleichstellungsgesetzes einhergeht;
- b) die Behandlung von Widerklagen auf der Grundlage des Arbeitsrechts, wenn sie im ursprünglichen Streitfall entschieden hat.

Art. 67 Abs. 4 (geändert)

⁴ Sie oder er kann gegen die Strafbefehle der Staatsanwältinnen und Staatsanwälte oder anderer Strafverfolgungsbehörden Einsprache erheben und genehmigt die Einstellungsverfügungen, sofern diese nicht nach dem Rückzug einer Klage oder nach einem erfolgreichen Schlichtungsverfahren ergehen. Er oder sie kann zudem eine Richtlinie erlassen, um die Kontrolle von Nichtanhandnahme- und Sistierungsverfügungen zu regeln.

Art. 73 Abs. 1 (geändert)

¹ Das Zwangsmassnahmengericht wird von drei ordentlichen Richterinnen und Richtern und fünf Ersatzrichterinnen und -richtern gebildet.

Art. 115 Abs. 5 (neu)

⁵ Die Parteien können sich unabhängig von der Verfahrenssprache mündlich und schriftlich in der Amtssprache ihrer Wahl an Behörden wenden, deren Gerichtsbarkeit sich auf das ganze Kantonsgebiet erstreckt.

Art. 119 al. 1 (modifié)

¹ La personne qui dirige la procédure renvoie, en principe, les écrits d'une partie qui ne sont pas rédigés dans la langue de la procédure, en invitant leur auteur-e à procéder dans cette langue et en l'avertissant que, s'il ou si elle ne le fait pas dans le délai fixé, l'autorité n'entrera pas en matière. L'article 115 al. 5 est réservé.

Art. 163 al. 3 (nouveau)

³ Le président ou la présidente du Tribunal pénal des mineurs peut prononcer des arrêts disciplinaires jusqu'à dix jours à la personne mineure qui, dépendant de cette autorité relativement à l'exécution, fait preuve d'indiscipline grave, se soustrait à l'exécution de la sanction ou de ses conditions ou persiste à s'y opposer. L'arrêt disciplinaire doit être précédé d'un avertissement.

II.

L'acte RSF 150.1 (Code de procédure et de juridiction administrative (CPJA), du 23.5.1991) est modifié comme il suit:

Art. 14a (nouveau)

Représentation et assistance – Domicile de notification

¹ Les parties qui déposent des conclusions dans une procédure sont tenues de communiquer à l'autorité l'adresse de leur domicile ou de leur siège. Si elles sont domiciliées à l'étranger, elles doivent élire un domicile de notification en Suisse, à moins que le droit international ou l'autorité étrangère compétente n'autorise la notification directe dans l'Etat considéré.

Art. 38 al. 1 (modifié), **al. 2** (nouveau)

¹ Si les circonstances le justifient, il peut être dérogé, partiellement ou totalement, aux règles énoncées aux articles 36 et 37 al. 1.

² Auprès des autorités dont la compétence s'étend à l'ensemble du canton, les parties peuvent déposer leurs écrits dans la langue officielle de leur choix, quelle que soit la langue de la procédure.

Art. 119 Abs. 1 (geändert)

¹ Die Verfahrensleitung weist Eingaben einer Partei, die nicht in der Verfahrenssprache abgefasst sind grundsätzlich zurück und fordert die Partei auf, sich dieser Sprache zu bedienen; sie droht ihr an, auf die Eingabe nicht einzutreten, falls sie der Aufforderung nicht innert der gesetzten Frist nachkommt. Artikel 115 Abs. 5 bleibt vorbehalten.

Art. 163 Abs. 3 (neu)

³ Die Präsidentin oder der Präsident des Jugendstrafgerichts kann Disziplinararreste von bis zu zehn Tagen verfügen, wenn Jugendliche, die beim Vollzug dieser Behörde unterstehen, schwere Disziplinlosigkeit zeigen, sich dem Vollzug der Sanktion oder deren Bedingungen entziehen oder sich diesem dauerhaft widersetzen. Dem Disziplinararrest muss eine Verwarnung vorangehen.

II.

Der Erlass SGF 150.1 (Gesetz über die Verwaltungsrechtspflege (VRG), vom 23.5.1991) wird wie folgt geändert:

Art. 14a (neu)

Vertretung und Verbeiständung – Zustellungsdomizil

¹ Parteien, die in einem Verfahren Anträge einreichen, sind verpflichtet, der Behörde die Adresse ihres Wohn- oder Geschäftssitzes mitzuteilen. Wenn sich ihr Wohn- oder Geschäftssitz im Ausland befindet, müssen sie ein Zustellungsdomizil in der Schweiz wählen, es sei denn das internationale Recht oder die zuständige ausländische Behörde bewillige die direkte Zustellung im betreffenden Staat.

Art. 38 Abs. 1 (geändert), **Abs. 2** (neu)

¹ Wenn die Umstände es rechtfertigen, kann teilweise oder ganz von den Regeln der Artikel 36 und 37 Abs. 1 abgewichen werden.

² Bei Behörden, deren Gerichtsbarkeit sich auf das ganze Kantonsgebiet erstreckt, können die Parteien schriftliche Eingaben unabhängig von der Verfahrenssprache in der Amtssprache ihrer Wahl einreichen.

Art. 39 al. 1 (modifié)

¹ En l'absence de dérogation au sens de l'article 38, l'autorité retourne en principe les écrits d'une partie qui ne sont pas rédigés dans la langue de la procédure, en invitant leur auteur à procéder dans cette langue et en l'avertissant que, s'il ne le fait pas dans le délai fixé, elle n'entrera pas en matière.

Art. 141 al. 1a (nouveau)

^{1a} Le dispositif indique le montant des indemnités allouées qui, lorsqu'elles ne peuvent pas être mises à la charge de la partie adverse déboutée, sont supportées par la collectivité ou par l'établissement autonome au nom de qui l'autorité inférieure a statué et dont la décision a été annulée.

Art. 145b al. 3 (modifié)

³ Si le bénéficiaire revient à meilleure fortune ou s'il est démontré que son état d'indigence n'existait pas, la collectivité publique peut exiger de lui le remboursement de ses prestations (frais de procédure non perçus, frais de représentation ou d'assistance et éventuelles autres indemnisations). La prétention doit être invoquée dans les dix ans dès la clôture de la procédure.

Art. 148 al. 3 (nouveau)

³ Cet article ne s'applique pas en matière d'assurances sociales.

III.

Aucune abrogation d'actes dans cette partie.

IV.

La présente loi est soumise au referendum législatif. Elle n'est pas soumise au referendum financier.

Le Conseil d'Etat fixe la date d'entrée en vigueur de la présente loi.

Art. 39 Abs. 1 (geändert)

¹ Liegt keine Ausnahme im Sinne von Artikel 38 vor, so weist sie Eingaben einer Partei, die nicht in der Verfahrenssprache abgefasst sind, in der Regel zurück, fordert den Verfasser auf, sich dieser Sprache zu bedienen, und droht ihm an, auf die Eingabe nicht einzutreten, falls er der Aufforderung nicht innert der gesetzten Frist nachkomme.

Art. 141 Abs. 1a (neu)

^{1a} Das Dispositiv enthält den Betrag der zugesprochenen Entschädigungen, die, wenn sie nicht der unterlegenen Gegenpartei auferlegt werden können, von dem Gemeinwesen oder von der selbständigen Anstalt getragen werden, in deren Namen die untere Behörde geurteilt hat und deren Entscheid aufgehoben wurde.

Art. 145b Abs. 3 (geändert)

³ Gelangt der Berechtigte später zu hinreichenden Mitteln oder wird nachgewiesen, dass seine Bedürftigkeit nicht bestand, so kann das Gemeinwesen von ihm die Rückerstattung seiner Leistungen (nicht erhobene Verfahrenskosten, Kosten für Vertretung oder Verbeiständung und allfällige weitere Entschädigungen) verlangen. Der Anspruch ist innert zehn Jahren seit Abschluss des Verfahrens geltend zu machen.

Art. 148 Abs. 3 (neu)

³ Dieser Artikel ist in Sozialversicherungssachen nicht anwendbar.

III.

Keine Aufhebung von Erlassen in diesem Abschnitt.

IV.

Dieses Gesetz untersteht dem Gesetzesreferendum. Es untersteht nicht dem Finanzreferendum.

Der Staatsrat legt das Inkrafttreten dieses Gesetzes fest.